

Communiqué de presse
Montréal, mardi 3 octobre 2023

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Des travailleurs migrants lancent une campagne et un recours collectif alléguant des violations de leurs droits humains fondamentaux à l'aéroport de Montréal

Le Centre des travailleurs et travailleuses immigrants (CTI) et un groupe de travailleurs migrants tiendront une conférence de presse à 10h30 le mercredi 4 octobre au bureau du CTI au 4755 Van Horne, salle 110.

Lors de cette conférence de presse, le CTI et un groupe de travailleurs migrants discuteront de la situation qui a donné lieu à une action collective déposée ce matin. Le CTI et les travailleurs poursuivent une agence de placement opérant sous le nom de Trésor et sa société cliente Newrest, une multinationale qui fournit des services de restauration aux grandes compagnies aériennes à l'aéroport Pierre-Elliott-Trudeau. Cette poursuite a été déposée par le cabinet d'avocats Trudel Johnston & Lespérance au nom de centaines de travailleurs qui demandent des dommages-intérêts pour la violation de leurs droits humains.

"Selon les histoires que de nombreux travailleurs nous ont racontées, Newrest et Trésor ont privé des centaines de travailleurs migrants de leurs droits humains fondamentaux", déclare Benoît Scowen du CTI, l'organisme qui agit en tant que représentant des travailleurs devant la Cour supérieure. "Si tu as pris un avion à l'aéroport Pierre-Elliott-Trudeau au cours des deux dernières années, la nourriture de ton avion a peut-être été préparée par un travailleur migrant victime de graves abus."

L'action collective allègue que les défenseurs ont exploité une modification apportée en 2020 à la politique fédérale en matière d'immigration, qui permet aux personnes se trouvant déjà au Canada avec un visa de visiteur de demander un permis de travail dans le cadre du Programme des travailleurs étrangers temporaires. Trésor a incité des personnes à venir au Canada avec des visas de visiteur et a encouragé des personnes déjà présentes au Canada à rester avec la promesse d'un travail stable. Les représentants de Trésor et de Newrest ont fait croire à ces travailleurs qu'ils pouvaient travailler avec un visa de visiteur pendant une "période de probation" et pendant que leur demande de permis de travail en bonne et due forme était en cours de traitement. En réalité, la plupart des travailleurs n'ont jamais reçu de permis de travail valide.

"Après avoir vu une annonce sur Facebook, j'ai appelé Trésor et on m'a dit que je devais prendre l'avion pour Montréal avec un visa de visiteur", explique Helena (nom fictif), une Mexicaine de 39 ans qui s'occupe de cinq enfants et de sa mère âgée. "Trésor m'a promis qu'une fois arrivée, ils obtiendraient rapidement mon contrat et mon permis de travail dans une grande entreprise. Ils m'ont envoyée à Newrest et m'ont dit de commencer à travailler immédiatement. J'ai cru que mon permis de travail était en cours de traitement et que je pouvais travailler. Peu à peu, j'ai compris qu'il n'y avait pas de permis à venir - mais les responsables de Newrest et les représentants de Trésor ont fait pression sur moi pour que je continue à travailler dans les conditions qu'ils m'imposaient, en me menaçant de me licencier et d'annuler ma demande de permis si je refusais. J'ai été manipulée pour travailler pendant huit mois sans permis et j'ai été licenciée après avoir essayé de défendre mes droits."

Le CTI s'engage à aider chaque travailleur qui a été victime de cet abus. Il existe des mécanismes pour régulariser la situation en matière d'immigration des travailleurs vulnérables et des voies pour que ceux-ci puissent bénéficier d'une protection s'ils se manifestent. À la lumière de ce scandale, le CTI renouvelle également ses revendications pour que le gouvernement fédéral abolisse le système de permis de travail

fermé et donne suite au programme de régularisation des centaines de milliers de personnes au Canada qui vivent sans statut migratoire.

Le CTI a informé le cabinet du ministre de l'Immigration et de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté du Canada de la situation décrite dans le recours collectif. La Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail a également été alertée de violations potentielles à la loi et a été appelée à enquêter sur Trésor et Newrest.

Le CTI a été fondé en 2001 en tant que centre d'éducation au travail et de campagne pour les travailleurs immigrants et migrants vulnérables au Québec.

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Benoit Scowen ou Manuel Salamanca - Centre des travailleurs et travailleuses immigrants
+1 (438) 507-2566
info@iwc-cti.ca